

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne
43, rue du Docteur Duroselle
16000 Angoulême

Angoulême, le 9 mars 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 3 mars 2026

Contexte et constats

Publié sur 

CHROME DUR INDUSTRIEL MC 16

RN 141
Fontafie
16270 NIEUIL

Références : 2026_356_UdD16-86_Env
Code AIOT : 0007201225

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/03/2026 dans l'établissement CHROME DUR INDUSTRIEL MC 16 implanté Route Nationale 141 Fontafie, 16270 Nieuil. L'inspection a été annoncée le 05/12/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été réalisée dans le cadre d'une opération régionale de contrôle portant sur les activités impliquant l'utilisation de produits chimiques. Cette opération a pour objectif d'évaluer les modalités de gestion mises en place par l'exploitant, notamment en ce qui concerne la disponibilité et la mise à jour des fiches de données de sécurité (FDS), le suivi et l'état des stocks de produits chimiques, ainsi que les mesures de maîtrise des risques liées à leur utilisation.

Elle vise également à examiner les conditions de stockage des substances présentes sur le site, ainsi que les dispositifs de rétention et les aménagements mis en œuvre au sein des installations afin de prévenir tout risque de pollution accidentelle et de vérifier la conformité aux exigences réglementaires en vigueur.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHROME DUR INDUSTRIEL MC 16
- Route Nationale 141 Fontafie 16270 Nieuil
- Code AIOT : 0007201225
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CHROME DUR dispose actuellement d'un arrêté préfectoral d'enregistrement du 29 mars

2021. Les dispositions applicables sont précisées par ses articles 1.5.1 et 1.5.2, à savoir que :

- les prescriptions associées à l'enregistrement se substituent aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 26 avril 2002,
- les prescriptions de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2565 s'appliquent.

Thèmes de l'inspection :

- AR – 3, REACH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,	Sans objet
2	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Sans objet
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I	Sans objet
4	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Sans objet
5	Etat des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de l'inspection, aucune anomalie n'a été constatée sur l'ensemble des points de contrôle visés dans le cadre de l'opération de contrôle régionale. Les dispositions mises en œuvre par l'exploitant, tant en matière de gestion des produits chimiques que de conditions de stockage et de dispositifs de rétention, apparaissent conformes aux exigences réglementaires applicables.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Fiche de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,
Thème(s) : Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
Prescription contrôlée : Article 31 : Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité. Article 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.
Constats : L'ensemble des fiches de données de sécurité (FDS) est consultable sous format dématérialisé. Celles-ci sont à jour et aucune ne présente de date antérieure à 2020. Les FDS sont accessibles au personnel. Toutefois, l'utilisation des matières entrant dans la préparation des bains est strictement réalisée par l'opérateur technique référencé pour la gestion de la chimie des bains.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Mesures de maîtrise des Risques

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
Thème(s) : Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles
Prescription contrôlée : Tout utilisateur en aval identifie, met en oeuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés.....dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;
Constats : Les mesures de maîtrise des risques sont prises en compte au niveau des postes impliquant la gestion et le traitement des bains. Une fiche spécifique est affichée sur chaque conteneur de bain, accompagnée des pictogrammes relatifs aux mesures de sécurité à respecter (port de lunettes de protection, gants, équipements de protection, etc.). Les procédures de manipulation sont également clairement indiquées. L'ensemble des installations est placé sur des dispositifs de rétention adaptés. L'élimination et le stockage des déchets, notamment des bidons vides, sont réalisés sur rétention et ceux-ci sont entreposés de manière ordonnée dans les locaux dédiés et identifiés en fonction de leur nature (acides ou bases).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Prescription contrôlée : Art 25 - I Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">- 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ;- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ». Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : <ul style="list-style-type: none">- dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ;- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ;- dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.
Constats : Les volumes de rétention présents sur le site sont conformes aux normes en vigueur. Les postes où sont réalisés les traitements par bains sont équipés de dispositifs de rétention intégrale afin de prévenir tout risque de déversement accidentel. Les locaux de stockage des produits chimiques sont dotés de bacs de rétention adaptés pour le stockage des fûts et des bidons. Par ailleurs, les mentions de dangers ainsi que les pictogrammes de sécurité réglementaires sont clairement affichés dans les zones de stockage, permettant une identification rapide des risques et des mesures de précaution associées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Prescription contrôlée : Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.
Constats : Les incompatibilités de stockage des produits chimiques sont prises en compte, notamment pour les couples de substances incompatibles tels que les acides et les bases ou encore les combustibles et les comburants. Le conditionnement et le stockage des produits sont organisés de manière à prévenir tout risque de réaction dangereuse : les produits acides et les produits basiques sont ainsi entreposés dans des locaux distincts et clairement identifiés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : État des stocks de produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, État des stocks
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté la liste des produits détenus sur le site à la date du contrôle. Il a notamment indiqué détenir du produit PROMOSOLV 70, identifié comme polluant persistant (« polluant éternel »). Les bidons contenant ce produit sont actuellement destinés à être éliminés et sont, à ce titre, entreposés dans l'attente de leur prise en charge en tant que déchets. Les contenants ont été observés lors de l'inspection et ne présentent pas de défaut apparent (absence de fuite, bon état général). Ceux-ci sont disposés sur un dispositif de rétention adapté dans l'attente de leur transfert vers une filière de traitement autorisée et adaptée pour leur élimination définitive.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant d'orienter les déchets contenant des polluants persistants, communément appelés « polluants éternels », vers une filière de traitement de ce déchet dangereux dûment autorisée et adaptée à la destruction des composés organofluorés (PFAS/AOF), conformément à la réglementation en vigueur relative à la gestion des déchets dangereux. Dans un second temps, l'exploitant transmettra à l'Inspection des installations classées le bordereau de suivi des déchets (BSD) correspondant, dûment complété et signé par l'ensemble des intervenants de la filière (producteur, transporteur et installation de traitement), afin d'attester de la prise en charge et de l'élimination effective du produit dans une installation autorisée et adaptée à ce type de produit dangereux.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Type de suites proposées : 3 mois